

**LE PRÉSIDENT DU FASO,
PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

- VISA CF n° 00708*
- Vu** la Constitution ;
Vu le Décret n° 2019-0004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
Vu le Décret n° 2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;
Vu le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
Vu la loi organique n°073-2015/CNT du 6 novembre 2015 relative aux lois de finances ;
Vu la loi n° 013-2007/AN du 30 juillet 2007 portant Loi d'orientation de l'éducation ;
Vu la loi n°010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'établissements publics ;
Vu le décret n°2014-609/PRES/PM/MEF/MFPTSS du 24 juillet 2014 portant conditions et modalités de création, de gestion et de suppression des établissements publics de l'Etat ;
Vu le décret n°2014-613/PRES/PM/MEF/MFPTSS du 24 juillet 2014 portant statut général des Etablissements publics de l'Etat à caractère administratif (EPA) ;
VU le décret n° 2020-0354/PRES/PM/MINEFID du 15 mai 2020, portant organisation du Ministère de l'économie, des finances et du développement ;
Sur rapport du Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement ;
Le Conseil des ministres entendu en sa séance du 09 septembre 2020 ;
- 02/10/2020*

DECRETE

Article 1 : Il est créé au Burkina Faso un établissement public de l'Etat à caractère administratif dénommé Institut national de formation des personnels de l'éducation en abrégé « INFPE ».

Article 2 : L'INFPE résulte de la fusion des établissements publics de l'Etat à caractère administratif ci-après :

- Ecole nationale des enseignants du primaire de Loumbila;
- Ecole nationale des enseignants du primaire de Bobo-Dioulasso ;
- Ecole nationale des enseignants du primaire de Fada N'Gourma ;
- Ecole nationale des enseignants du primaire de Ouahigouya ;

- Ecole nationale des enseignants du primaire de Gaoua ;
- Ecole nationale des enseignants du primaire de Dori ;
- Ecole nationale des enseignants du primaire de Dédougou ;
- Ecole nationale des enseignants du primaire de Tenkodogo.

Article 3 : L'INFPE a pour missions :

- d'assurer la formation initiale des éducateurs de la petite enfance et des professeurs des écoles ;
- de contribuer à la formation continue des éducateurs de la petite enfance et des professeurs des écoles ;
- de contribuer à la mise en œuvre des innovations pédagogiques ;
- de contribuer à la promotion de l'éducation bi-multilingue et l'éducation inclusive ;
- de promouvoir le développement et l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la formation initiale et continue des éducateurs de la petite enfance et des professeurs des écoles ;
- de promouvoir la recherche-action dans le domaine de la formation des éducateurs de la petite enfance et des professeurs des écoles.

Article 4 : L'INFPE est placé sous la tutelle technique du Ministère en charge de l'éducation nationale et sous la tutelle financière du Ministère en charge des Finances.

Article 5 : L'INFPE présente annuellement à l'Assemblée générale des Établissements Publics de l'Etat son rapport d'activités et ses comptes financiers.

Article 6 : Le personnel, les actifs et les passifs de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Loumbila, de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Bobo-Dioulasso, de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Fada N'Gourma, de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Ouahigouya, de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Gaoua, de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Dori, de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Dédougou et de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Tenkodogo sont reversés au compte de l'INFPE conformément à la réglementation en vigueur.

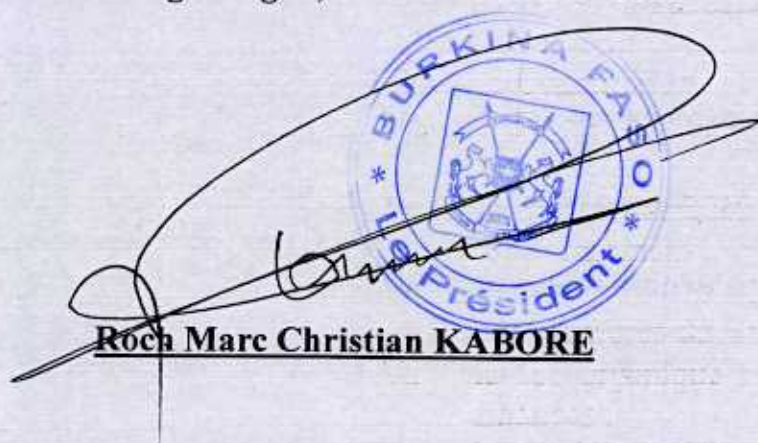
Article 7 : Les statuts de l'INFPE sont approuvés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'éducation nationale.

Article 8 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment :

- le décret n°85-189/CNR/EDUC du 28 mars 1985 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Loumbila ;
- le décret n°94-321/PRES/PM/MEBA du 08 août 1994 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Bobo Dioulasso ;
- le décret n°97-487/PRES/PM/MEBA du 06 novembre 1997 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Fada N'Gourma ;
- le décret n°98-503/PRES/PM/MEBA du 28 décembre 1998 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Ouahigouya ;
- le décret n°2002-83/PRES/PM/MEBA/MEF du 25 février 2002 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Gaoua ;
- le décret n°2011-752/PRES/PM/MENA/MEF du 18 octobre 2011 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Dori ;
- le décret n° 2013-541/PRES/PM/MENA/ MEF du 05 juillet 2013 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Dédougou ;
- le décret n°2016-1186/PRES/PM/MINEFID/MENA du 28 décembre 2016 portant création de l'Ecole nationale des enseignants du primaire de Tenkodogo.

Article 9 : Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement et le Ministre de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la promotion des langues nationales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 05 octobre 2020



Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre



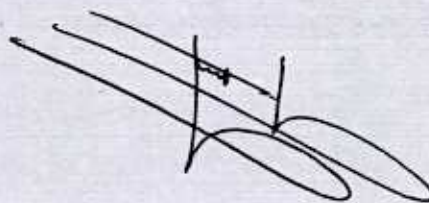
Christophe Joseph Marie DABIRE

Le Ministre de l'Economie, des
Finances et du Développement



Lassané KABORE

Le Ministre de l'Education Nationale, de
l'Alphabétisation et de la Promotion
des langues nationales



Stanislas OUARO